

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 JUIN 1905.

**Projet de loi approuvant le traité d'arbitrage obligatoire conclu
entre la Belgique et la Roumanie.**

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

En soumettant à l'approbation des Chambres législatives les divers traités d'arbitrage obligatoire qu'il a conclus avec plusieurs États européens, le Gouvernement annonçait qu'il poursuivait des négociations dans le même but avec d'autres Puissances et qu'il espérait les voir aboutir prochainement à une entente.

Cet espoir s'est réalisé; les pourparlers que, depuis quelque temps, nous poursuivions avec la Roumanie viennent de se terminer. Le traité a été signé le 27/14 mai 1905.

Comme le cabinet de Saint-Petersbourg, le cabinet de Bucharest a manifesté le désir de ne point soumettre à l'arbitrage toutes les conventions indistinctement et de voir énumérer limitativement à l'article 3 celles au sujet desquelles l'entente s'établirait.

Les matières qui pourront éventuellement donner lieu à arbitrage ne sont cependant pas identiques dans les deux traités.

Si la Roumanie, comme la Russie, a inscrit à l'article 3 les matières de droit prive international, le régime des sociétés et les matières de procédure, soit civile, soit pénale, elle n'a pas cru pouvoir y joindre également les matières d'extradition et les réclamations pécuniaires lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les parties. Mais, d'autre part, elle a consenti à comprendre dans la convention les tarifs douaniers, le traitement appliqué aux navires et au régime de la navigation en général, la protection des marques de fabrique ainsi que la propriété littéraire et artistique.

Les autres stipulations du traité sont inspirées par les principes que nous avons eu l'honneur d'exposer à la Chambre et que le Gouvernement a suivis dans la négociation de tous les traités.

Nous espérons que la Convention ainsi rédigée recevra l'approbation du Parlement en même temps que celles qui sont déjà soumises à son examen.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

FAVEREAU.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,**ROI DES BELGES,**

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des
Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères
est chargé de présenter aux Chambres le
projet de loi dont la teneur suit :**ARTICLE UNIQUE.**Le traité d'arbitrage obligatoire conclu le
27/14 mai 1903 entre la Belgique et la
Roumanie sortira ses pleins et entiers effets.

Donné à Ems, le 11 juin 1903.

LEOPOLD II,**KONING DER BELGEN,**

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van
Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken
is gelast aan de Kamers een wetsontwerp
voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :**EENIG ARTIKEL.**Het op 27/14 Mei 1903 tusschen België
en Rumenië gesloten verdrag van verplichte
toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak
zal zijne volle en algeheele kracht hebben.Gegeven te Ems, den 11^e Juni 1903.**LEOPOLD.**

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Buitenlandsche Zaken,***FAVEREAU.**

CONVENTION

Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi de Roumanie, désirant régler autant que possible, par la voie de l'arbitrage, les différends qui pourraient s'élever entre Leurs pays, ont décidé de conclure à cet effet une Convention, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. le baron BEYENS, Officier de l'Ordre de Léopold, etc., etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Bucarest, et

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. le Général de Division JACQUES LAHOVARY, Grand-Croix de l'Ordre de la Couronne de Roumanie, Grand-Officier de l'Ordre de l'Étoile de Roumanie, etc., etc., Son Ministre Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Étrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à la Cour permanente d'arbitrage établie à La Haye par la Convention du 29 juillet 1899, les différends qui viendraient à s'élever entre Elles, dans les cas énumérés à l'article 3, pour autant qu'ils ne touchent ni à l'honneur, ni à l'indépendance, ni à la souveraineté ou aux intérêts essentiels des pays contractants et qu'une solution amiable n'ait pu être obtenue par des négociations diplomatiques directes, ou par toute autre voie de conciliation.

ART. 2.

Il appartient à chacune des Hautes Parties contractantes d'apprécier si le différend qui se sera produit met en cause son honneur, son indépendance, sa souveraineté ou des intérêts essentiels et, par conséquent, est de nature à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de l'arbitrage obligatoire.

ART. 3.

Sous les réserves indiquées à l'article 1^{er}, l'arbitrage sera obligatoire entre les Hautes Parties contractantes :

En cas de contestations concernant l'interprétation ou l'application de toute convention conclue ou à conclure entre les Hautes Parties contractantes et relatives :

1° Aux matières de droit privé international;

2° Au régime des sociétés, aux tarifs douaniers, au traitement appliqué aux navires et au régime de la navigation en général, à la protection des marques de fabrique et de la propriété artistique ou littéraire;

3° Aux matières de procédure soit civile, soit pénale. Seront exclus de la solution arbitrale les différends qui naîtraient éventuellement au sujet de l'interprétation ou de l'application d'une Convention conclue ou à conclure entre les Hautes Parties contractantes et à laquelle des tierces puissances auraient participé ou adhéré.

ART. 4.

La présente Convention recevrait son application, même si les contestations qui viendraient à s'élever avaient leur origine dans des faits antérieurs à sa conclusion.

ART. 5.

Lorsqu'il y aura lieu à un arbitrage entre Elles, les Hautes Parties contractantes, à défaut de clauses compromissoires contraires, se conformeront, pour tout ce qui concerne la désignation des arbitres et la procédure arbitrale aux dispositions établies par la Convention signée à La Haye le 29 juillet 1899 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, sauf en ce qui concerne les points indiqués ci-après.

ART. 6.

Aucun des arbitres ne pourra être sujet des États signataires de la présente Convention, ni être domicilié dans leurs territoires, ni être intéressé dans les questions qui feront l'objet de l'arbitrage.

ART. 7.

Le compromis prévu par l'article 31 de la Convention du 29 juillet 1899 fixera un terme dans lequel devra avoir lieu l'échange, entre les deux Parties, des mémoires et documents se rapportant à l'objet du litige. Cet échange sera terminé dans tous les cas avant l'ouverture des séances du tribunal arbitral.

ART. 8.

Le compromis fixera la somme que les Hautes Parties contractantes mettront immédiatement à la disposition du bureau permanent de la Cour d'arbitrage pour couvrir les frais de procédure, conformément à l'article 37 de la Convention du 29 juillet 1899.

ART. 9.

La sentence arbitrale contiendra l'indication des délais dans lesquels elle devra être exécutée.

ART. 10.

La présente Convention est conclue pour la durée de dix ans. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, six mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

ART. 11.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et les ratifications seront échangées à Bucarest.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Bucarest, en double original, le 27/14 mai mil neuf cent cinq.

(L. S.) BARON BEYENS.

Le Général de Division,

(L. S.) LAHOVARY.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 JUNI 1905.

Ontwerp van wet tot goedkeuring van het tusschen België en Rumenië gesloten Verdrag van verplichte toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Toen de Regeering de verscheidene verdragen van verplichte toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak, met verschillende Europeesche Staten gesloten, ter goedkeuring van de Wetgevende Kamers voorlegde, melde zij dat met hetzelfde doel onderhandelingen werden voortgezet met andere Mogendheden en dat zij hoopte dat deze eerlang tot eene overeenkomst mochten leiden.

Die hoop werd verwezenlijkt : de onderhandelingen, welke wij sedert eenigen tijd met Rumenië hielden, zijn even afgegaan. Het Verdrag werd op 27/14 Mei 1905 ondertekend.

Evenals het kabinet van Petersburg, heeft het kabinet van Boekarest den wensch uitgedrukt niet alle om het even welke overeenkomsten aan scheidsrechterlijke uitspraak te onderwerpen en in artikel 3 diegene beperkenderwijze op te geven, waaromtrent beide partijen het eens zouden worden.

De betwistingen die aan scheidsrechterlijke uitspraak zullen kunnen onderworpen worden, zijn echter in de twee verdragen niet alle dezelfde.

Heeft Rumenië, evenals Rusland, in artikel 3 de zaken van internationaal privaatrecht opgenomen, alsook de behandeling der maatschappijen en vennootschappen en de zaken van burgerlijke rechtsvordering of van strafvordering, het heeft niet gemeend daarbij ook de zaken van uitlevering te kunnen voegen en de geldvorderingen wanneer het beginsel der vergoeding door de partijen werd erkend. Maar het heeft er anderzijds in toegestaan, in de Overeenkomst de toltarieven op te nemen, de behandeling der schepen en der scheepvaart over het algemeen, de bescherming der fabriekmerken alsmede den letteren kunsteigendom.

De andere bepalingen van het Verdrag werden ingegeven door de beginselen welke wij de eer gehad hebben aan de Kamer bekend te maken en welke de Regeering nagevolgd heeft bij de onderhandeling van al hare verdragen.

Wij hopen dat de aldus opgestelde Overeenkomst de goedkeuring der Kamer zal weghalen, te zelfdertijd als die welke reeds aan haar onderzoek onderworpen zijn.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

FAVEREAU.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre des
Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères
est chargé de présenter aux Chambres le
projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le traité d'arbitrage obligatoire conclu le
27/14 mai 1903 entre la Belgique et la
Roumanie sortira ses pleins et entiers effets.

Donné à Ems, le 11 juin 1903.

LEOPOLD II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!*

Op voorstel van Onzen Minister van
Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken
is gelast aan de Kamers een wetsontwerp
voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het op 27/14 Mei 1903 tussehen België
en Rumenië gesloten verdrag van verplichte
toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak
zal zijne volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Ems, den 11^e Juni 1903.

LÉOPOLD.**PAR LE ROI :***Le Ministre des Affaires Étrangères,***VAN 'S KONINGS WEGE :***De Minister van Buitenlandsche Zaken,***FAVEREAU.**

OVEREENKOMST.

Zijne Majesteit de Koning der Belgen en Zijne Majesteit de Koning van Rumenië, wenschende de geschillen, die onder hunne landen mochten ontstaan, zooveel mogelijk scheidsrechterlijk te slechten, hebben besloten daartoe een Verdrag te sluiten en hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

Zijne Majesteit de Koning der Belgen :

Den heer baron BEYENS, Officier in de Leopoldsorde, enz., enz., Zijnen Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te Boekarest, en

Zijne Majesteit de Koning van Rumenië :

Den heer JACOBUS LAHOVARY, Divisie-generaal, Grootkruis in de Orde van de Kroon van Rumenië, Grootofficier in de Orde van de Star van Rumenië, enz., enz., Zijnen Minister Staatssecretaris bij het Departement van Buitenlandsche Zaken;

die, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen.

ARTIKEL ÉÉN.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich om aan het bestendig Scheidsgerechtshof, door het Verdrag van 29 Juli 1899 te s' Gravenhage ingesteld, de geschillen te onderwerpen welke onder Haar mochten ontstaan in de bij artikel 3 aangegeven gevallen, voor zooveel zij noch de eer, noch de onafhankelijkheid, noch de souvereiniteit, noch de hoofdzakelijke belangen der Verdragsluitende landen treffen en het niet mogenijk was met rechtstreeksche diplomatieke onderhandelingen of elk ander verzoeningsmiddel tot eene minnelijke oplossing te komen.

ART. 2.

Het behoort aan elke der Hooge Verdragsluitende Partijen te oordeelen of bij het ontstane geschil hare eer, hare onafhankelijkheid, hare souvereiniteit of hare hoofdzakelijke belangen betrokken zijn en of derhalve het geschil van aard is om begrepen te worden onder die welke, luidens voorgaand artikel, aan scheidsrechterlijke uitspraak niet hoeven onderworpen.

ART. 3.

Mits de bij artikel 1 aangegeven voorbehoudingen, hoeven, onder de Hooge Verdragsluitende Partijen, aan scheidsrechterlijke uitspraak onderworpen:

Betwistingen nopens de toepassing of de uitlegging van ieder onder de Hooge Verdragsluitende Partijen gesloten of te sluiten Verdrag betreffende:

1^o Zaken van internationaal privaatrecht;

2^o De behandeling der maatschappijen en vennootschappen, de tollarieven, de behandeling van de schepen en van de scheepvaart over het algemeen, de bescherming van de fabrieksmerken en van den letter- en kunsteigendom;

3^o Zaken van burgerlijke rechtsvordering of van strafvordering.

Zullen aan scheidsrechterlijke uitspraak niet onderworpen worden, geschillen die mochten ontstaan omtrent de uitlegging of de toepassing van een onder de Hooge Verdragsluitende Partijen gesloten of te sluiten Verdrag, waaraan derde mogendheden deelgenomen hebben of daartoe derde mogendheden toegetreden zijn.

ART. 4.

Dit Verdrag zou worden toegepast, zelfs indien de betwistingen, die mochten ontstaan, haren oorsprong vonden in feiten van vóór zijne sluiting.

ART. 5.

Wanneer er tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen reden tot scheidsrechterlijke uitspraak zal bestaan, zullen zij, bij gebrek aan andersluidende bepalingen tot minnelijke overeenkomsten, voor al wat de benoeming der scheidsrechters en de scheidsrechterlijke rechtspleging aangaat, handelen naar het bepaalde bij het op 29 Juli 1899 te 's Gravenhage onderteekend Verdrag voor de vreedzame slechting der internationale geschillen, behalve wat de hierna opgegeven punten betreft.

ART. 6.

Geen der scheidsrechters mag onderdaan zijn van een der Staten die dit Verdrag onderteekend hebben, noch binnen hun grondgebied wonen, noch betrokken zijn in de kwesties waarover hoeft uitspraak gedaan.

ART. 7.

In de bij artikel 31 van het Verdrag van 29ⁿ Juli 1899 voorziene bijzondere overeenkomst (het compromis) zal een termijn bepaald worden, waarin de overgave, onder beide Partijen, van de memories en bescheiden die tot het voorwerp van het geschil betrekking hebben, zal moeten geschieden. Die overgave zal in alle geval voor de opening der zittingen van de scheidsrechtbank moeten gedaan zijn.

ART. 8.

In de bijzondere overeenkomst (het compromis) zal de som worden bepaald die dadelijk ter beschikking van het bestendig bureel van het Scheidsgerechtshof zal worden gesteld, om de kosten van rechtspleging te dekken, overeenkomstig artikel 57 van het Verdrag van 29ⁿ Juli 1899.

ART. 9.

De scheidsrechterlijke uitspraak zal de termijnen bepalen, binnen welke zij zal moeten worden uitgevoerd.

ART. 10.

Dit Verdrag is voor tien jaren gesloten. Het zal in werking treden ééne maand na de uitwisseling der akten van bekrachtiging. Mocht geene der Hooge Verdragsluitende Partijen, zes maanden vóór het einde van genoemden termijn, kennis geven van haar inzicht om er de uitwerking van te doen eindigen, dan zal het Verdrag verbindend blijven tot na verloop van één jaar, te rekenen van den dag waarop de eene of andere der Hooge Verdragsluitende Partijen het zal hebben opgezegd.

ART. 11.

Dit Verdrag zal binnen den kortst mogelijken tijd worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen te Boekarest uitgewisseld worden.

Ten blijke waarvan de Gevolmachtigden dit Verdrag hebben ondertekend en er hun zegel hebben op afgedrukt.

Gedaan te Boekarest, in dubbel oorspronkelijke schrift, den 27/14 Meij, negentien honderd en vijf.

(L. S.) **Baron BEYENS.**

De divisie-generaal,

(L. S.) **LAHOVARY.**

